

La réforme des retraites : indispensable ?



La nouvelle réforme des retraites est la réforme la plus controversée du gouvernement d'Emmanuel Macron, alors que la mesure était présente dans son programme électoral. Depuis le 5 décembre 2019, une grève nationale s'est déclarée, rassemblant les fonctionnaires dont les enseignants, et les cheminots, bloquant tous les réseaux de transports en commun depuis près d'un mois. Ils « ne lâcheront pas sans retrait du projet de réforme ». Pourquoi tant de critiques face à cette réforme ? Pourquoi faudrait-il changer le système actuel ? Cette réforme est-elle vraiment indispensable ?

L'objectif de cette réforme selon le gouvernement? Instaurer un système de retraite à régime universel et égalitaire, par points, avec un âge pivot de départ à la retraite de 64 ans remplaçant les 42 régimes spéciaux actuels et sa retraite à 62 ans ou à partir de 52 ans pour certains régimes.

La colère des Français qui se voient supprimer leurs privilèges est compréhensible, d'autant plus que les arguments du gouvernement pour mettre en place la réforme sont discutables...

Grâce à quatre tribunes des 18 et 19 décembre 2019 du journal *Le Monde*, nous allons confronter différents avis sur la réforme, afin de comprendre si ce renouveau du système est essentiel ou non. Hervé le Bras, démographe, chercheur à l'INED et historien à l'EHESS, Arnaud Chéron, économiste et directeur du pôle de recherches en économie à l'EDHEC Business School, Thierry Lang, professeur de santé publique à l'université de Toulouse, ainsi que Françoise Sivignon, médecin radiologue, ancienne présidente de Médecins du monde et membre du

collectif national de Génération.s et Alfred Spira, professeur de santé publique et d'épidémiologie à la faculté de médecine de Paris et membre de l'Académie nationale de médecine ont partagé leur opinion, que nous allons mettre en relation.

Économiquement, Hervé le Bras affirme que la mesure n'est pas urgente. Pour prouver cela, il contre le gouvernement par les chiffres du Conseil d'Orientation des Retraites. Rappelons que ces chiffres étaient l'arme d'Édouard Philippe lors de la mise en place de la réforme, ce dernier clamait que « le système de retraite actuel était au bord du gouffre ».

Le dernier rapport du COR nous indique que depuis 2016 la part des retraites dans les dépenses françaises dépassaient 14 % du PIB, alors que cette année nous sommes passés en dessous (13,7%). De plus, d'après les prévisions, et qu'importe la direction de la croissance économique, ces dépenses ne dépasseront pas les 14% du PIB d'ici 2030.

Le COR estime les prochaines dépenses du système selon 3 hypothèses. Dans la première, la plus optimiste, l'État maintient ses interventions financières égales à aujourd'hui. Dans ce cas là, en 2023, le déficit public serait de 0,2%, soit 5 milliards d'euros. Alors que l'État a déversé 17 milliards pour calmer la crise des gilets jaunes, ces 5 milliards ne seraient pas fatals pour l'économie française.

Dans les deux autres, l'intervention financière de l'État est réduite, et c'est donc pour compenser cette réduction que l'État désire changer le système, sinon cela ne serait pas utile ou du moins pas urgent. En plus, le système de retraite est actuellement stable et se finance plutôt bien.

En effet, les régimes de retraites, sans compter le fonds de réserve, disposent de presque 140 Mds d'euros, utilisables par tous. Évidemment, utiliser cet argent est une solution seulement temporaire mais elle pourrait servir de transition entre les deux nouveaux systèmes afin d'avoir le temps de trouver un équilibre, où tout le monde trouverait son avantage.

Et puis, le nombre de retraités va commencer à diminuer, et par conséquent, les dépenses associées aussi : passé les générations du baby boom, la population âgée diminuera. Les personnes nées en 1972, qui en représentent la dernière génération, seront retraitées vers 2034, et seront environ 930 000. Pourtant, seulement 4 ans après, ceux nés en 1976 ne seront que 795 000, et ce nombre ne va cesser de diminuer. Ainsi, les dépenses diminueront d'elles-mêmes au fil du temps.

On observe également un ralentissement dans la croissance de l'espérance de vie dans tous les pays développés. Par exemple, l'espérance de vie augmentait pour les femmes, d'un mois et demi par an en 2011, et en 2018, de seulement 0,3 mois par an, selon l'Insee. Ici, ces valeurs ne concordent pas avec celles obtenues par le COR, qui sont beaucoup plus optimistes. Pire encore, l'Insee indique des projections sur le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans en 2025, 200 000 en dessous des projections du COR, et même 400 000 de moins pour 2030 : tout cela représente 2,6% de moins, soit 10 Mds d'euros.

Mais alors quelle information croire ? Qui prédit le mieux la situation future du système ? La réforme du gouvernement se pose donc sur des incertitudes, et prend pour argument à chaque fois les prévisions les plus pessimistes. Mais si l'on prend les prévisions de l'Insee, il semblerait que le système de retraite ne soit pas du tout urgent à rénover. Donc, pourquoi présenter cette réforme maintenant, qui ne commence réellement qu'en 2025 alors que l'on pourrait attendre un délai plus court, pour déjà diminuer les incertitudes et proposer des mesures plus adéquates et plus efficaces, en s'appuyant sur des arguments plus concrets et moins hasardeux...

Arnaud Chéron, quant à lui, dénonce les inégalités générationnelles entre les papy-boomers et les actifs. En effet, les papy-boomers ont fait augmenter considérablement les dépenses de retraite puisqu'ils sont plus nombreux, ils ont moins contribué aux cotisations, car ces dernières étaient moins élevées qu'actuellement, et ils ont pu partir à la retraite plus tôt.

Il est d'accord avec ce changement du système, car certains régimes spéciaux bénéficiant de la protection de pénibilité, ne sont plus valables aujourd'hui, il faut donc uniformiser les régimes, avec un âge pivot plus élevé pour garantir un équilibre financier du système.

Mais, il faut accompagner les plus de 50 ans dans le rallongement de leurs années de travail. L'enjeu est de garantir les meilleures conditions de travail, et une bonne formation professionnelle. En effet, les emplois dits complexes, ou à forte domination cognitive, sont moins présents pour les 50-59 ans, mais ce sont aujourd'hui les emplois qui recrutent le plus. Pour continuer à travailler, les 50-59 ans doivent pouvoir trouver un emploi.

Chéron propose donc de récompenser les entreprises qui apporteraient une formation adéquate aux personnes en fin de carrière pour la finir au mieux ! Mais tout cela nécessite du financement. On pourrait donc selon lui mettre à contribution via des taxes les retraités actuels les plus aisés qui ont bénéficié d'un système beaucoup plus généreux que les actifs. Et cela serait plus égalitaire au point de vue générationnel, pour que toutes les dépenses passées ne doivent pas juste être supportées par les actifs.

Thierry Lang, épidémiologiste, et Françoise Sivignon et Alfred Spira, médecins, se rejoignent sur la question des conditions de travail et de l'espérance de vie en bonne santé, non prise en compte par l'Etat.

On relève tout d'abord de très grandes inégalités sociales en matière d'espérance de vie. En effet, un cadre pourrait vivre 75 ans en bonne santé, quand l'ouvrier peut vivre également 75 ans au maximum, auxquels on peut retirer les années d'incapacité, c'est-à-dire des conditions de santé ne permettant pas de vivre sans être gêné dans la vie du quotidien. Selon les moyennes nationales, l'espérance de vie en bonne santé stagne autour des 64 ans : exactement l'âge pivot proposé par le gouvernement. Mais avoir une retraite avec des problèmes de mobilités, de revenus et de santé ne serait pas acceptable sociologiquement selon Françoise Sivignon.

Ces inégalités s'expliquent par la dite « pénibilité » du travail. Par exemple, 30% des ouvriers s'exposent sur leur lieu de travail à des substances chimiques nocives quand seuls 2% des cadres y sont exposés. L'État a de plus supprimé ce critère dans les différentes « pénibilités », avec le port de charges, les postures éprouvantes et les vibrations mécaniques, une aberration concernant les conditions de travail. Dans leurs lieux de vie aussi, ces inégalités sont palpables, puisque les conditions de vies sont plus médiocres en vue du faible salaire que les ouvriers gagnent. La structure urbaine française est désavantageuse pour eux, puisque la grande majorité des logements sociaux sont installés près des routes, des voies ferrées et des usines, ce qui augmente encore leurs chances de développer des problèmes de santé.

Et cela se constate dans les chiffres de la Caisse nationale d'assurance maladie. En 3 ans, du fait de l'augmentation des personnes de plus de 60 ans au travail, le montant des arrêts maladies a augmenté de 13% ! Travailler plus longtemps, avec de pénibles conditions ne fait qu'entraîner une hausse des maladies liées au travail, et donc les dépenses de l'Etat, ces mêmes dépenses qui cherchent à être réduites avec cette réforme.

Enfin, on se pose des questions sur les répercussions environnementales de cette réforme. Travailler plus, c'est produire plus, et donc utiliser plus de ressources, plus d'énergie, en outre, polluer encore plus la planète alors qu'il s'agit d'un des principaux enjeux du gouvernement...

Selon une étude d'Autonomy, il faudrait réduire drastiquement le temps de travail pour limiter le réchauffement climatique : en Suède le temps hebdomadaire va baisser de 2 heures.

En conclusion, la réforme est très paradoxale. Réduire les dépenses liées aux retraites en augmentant les dépenses d'arrêt maladie, supprimer les inégalités entre régimes en créant des inégalités sociales et générationnelles, augmenter l'âge de départ à la retraite et donc diminuer la qualité de vie des retraités : tout autant d'arguments qui vont à l'encontre de cette réforme.

La grève dure maintenant depuis près de deux mois, les syndicats mènent un véritable bras de fer avec le gouvernement. Emmanuel Macron a refusé ses indemnités retraites, ils ont rétabli des critères de pénibilité, et même, ont supprimé temporairement l'âge pivot !

Mais jusqu'où le gouvernement fera-t-il des concessions ? Ou plutôt des « compromis » ? Après avoir cédé à la suppression de la taxe carbone suite à la crise des gilets jaunes, le gouvernement français aura-t-il toujours le pouvoir si cette réforme devait ne pas aboutir ?

Narindra MIANDRISOA (1^{ère} 3), le 27 janvier 2020